

POLÉMIQUE. Arrivée mouvementée pour 99 migrants à Maurepas

Après plusieurs heures de négociations et devant l'opposition des élus de Maurepas, les migrants afghans en provenance du camp de Paris-Stalingrad, qui devaient être accueillis au gymnase des Bessières, ont été orientés vers la salle des fêtes.

Une issue a pu être trouvée pour les 99 migrants de Paris-Stalingrad (ils ne sont plus que 78, après qu'une vingtaine d'entre eux aient été accueillis dans un centre d'hébergement de Sartrouville). Leur camp a été évacué vendredi avant l'aube.

Une opération qui a mobilisé près de 600 membres des forces de l'ordre, selon la préfecture de police de Paris.

Pourtant le matin même, la situation semblait paralysée à Maurepas.

« La manière de faire de l'Etat n'est pas juste »

Les deux bus dépêchés pour cette opération ont trouvé sur place un comité d'accueil composé d'élus de la majorité. Ils formaient un cordon à l'entrée de la rue menant au gymnase des Bessières, réquisitionné d'urgence jeudi soir par l'Etat, comme cela avait déjà été le cas cet été. Les élus avaient annoncé



Les migrants ont finalement trouvé refuge à la salle des fêtes de Maurepas. Ils arrivent du plus grand campement de migrants à Paris, comptant 3 852 personnes.

la veille vouloir entrer en « désobéissance civile ».

Sur la banderole qu'ils avaient déployée, une inscription proclamait : « La solidarité nationale ne vaut que si elle est partagée par tous ». Pour le maire, Grégory Garestier (LR), l'utilisation de ce gymnase, fréquenté par près de 600 élèves des écoles, collèges et lycées de

la commune ainsi par les adhérents de 17 associations de la ville, n'était pas la bonne solution. « Il existe de nombreux locaux d'entreprises ou entrepôts vides et inoccupés depuis des années à Saint-Quentin-en-Yvelines », a défendu l'élue, qui veut voir cesser les réquisitions de l'Etat sous 48h. « Pourquoi Maurepas alors que les

Yvelines comptent 262 communes ? », ont interrogé les élus de la majorité.

Un terrain d'entente a finalement été trouvé avec le sous-préfet de la circonscription de Rambouillet, Michel Heuzé. Les 99 migrants qui venaient du camp de Paris-Stalingrad évacué vendredi matin ont donc été conduits à la salle des fêtes (dans la zone Pariwest) et le bus a dû rebrousser chemin. Située sur un terrain public, cette salle est gérée par la SEMAU (Société d'économie mixte de Maurepas).

Après près de deux heures d'après négociations, ces hommes seuls isolés, pour la plupart d'origine afghane, ont enfin pu être mis à l'abri dans cet équipement pour quinze jours (jusqu'au 18 novembre exactement), en attendant de rejoindre un Centre d'accueil et d'orientation.

« Je suis satisfait que l'Etat ait accepté ma proposition alternative. Je remplis donc

de nouveau mon devoir d'humanité et d'accueil de ces populations qui sont évidemment dans le besoin, a confié Grégory Garestier. Le débat n'était pas de savoir si nous devions accueillir ces populations ou non. Le débat portait davantage sur la manière de faire de l'Etat, qui voulait réquisitionner un gymnase que fréquentent plus de 3 000 personnes de façon hebdomadaire, a-t-il poursuivi. Je ne me suis pas laissé faire car j'estime que la manière de

faire de l'Etat n'est pas juste. Il faut vraiment se poser des questions sur comment on prépare l'avenir et comment on accueille ces populations de manière pérenne », a avancé l'édile pour justifier son refus initial.

« C'est une bonne issue puisque l'hébergement d'urgence de personnes en difficulté va être assuré avec l'accord du maire », a de son côté réagi le sous-préfet.

Nicolas Giorgi

« On nous avait promis un endroit correct »

Mandatée par l'Etat, c'est l'association Aurore, qui s'occupe de l'accueil de ces réfugiés, qui resteront dans cette salle jusqu'au 18 novembre. Parmi eux Assad, 33 ans, arrivé d'Afghanistan il y a quelques semaines. C'est la première fois qu'il vient en France. « A Paris, nous avons été bien traités. Ici, ce matin, nous avons rencontré des problèmes. Nous devions être accueillis dans un autre lieu. Et finalement, nous sommes ici. Mais à part des toilettes, il n'y a pas de douches, c'est un vrai problème. On nous avait promis un endroit correct. Nous avons été rejetés. Pour quelques heures, cet endroit pourrait aller mais si nous devons y rester plusieurs nuits, cela ne va pas être agréable », explique-t-il dans un anglais parfait. Assad ne souhaite pas forcément s'installer en France et préférerait aller en Grande-Bretagne ou au Canada.

À noter que la ville de la Verrière a proposé à l'association Aurore de mettre la dizaine de douches du gymnase de la Fraternité à disposition des migrants. Dès le dimanche matin, les élus, la maire Nelly Dutu (PCF) en tête, étaient sur place pour accueillir les migrants. Un élan de solidarité similaire a pu être constaté à Maurepas, où des habitants se sont proposés spontanément pour rapporter vêtements et autres produits d'hygiène aux membres de l'association.



AVIS D'OBSÈQUES

DOMESSARGUES - GARANCIÈRES (78)

M. Bernard CHASSAN, son époux, Lydie ELUTER, sa fille et son époux Xavier, leurs enfants Christophe, Kévin, Laura, Yolande DA SILVA, sa fille et son époux Victor, leur fille Joana, Anne FAURE, sa fille et son époux François, leurs enfants Marlène, Heinrich, Océane, Liliane GUTIEREZ, sa sœur, ses enfants Caroline et Jérôme, Parents, amis et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Madame Ghislaine CHASSAN née EUSTACHE

survenu à l'âge de 75 ans. Les obsèques auront lieu le jeudi 10 novembre 2016 à 10 heures, au crématorium de Nimes. Rendez-vous au crématorium. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements. M. Bernard CHASSAN, 102, chemin de la Croux 30350 Domessargues.

PF. BANCEL - SAINT-ANASTASIE - TÉL. 04 66 81 03 36.

Réactions dans l'opposition

Michel Chappat (DVG) :

« La façon de faire de l'Etat est honteuse et scandaleuse. Maurepas ne mérite pas d'avoir cette image de ville qui refuse les migrants », selon Michel Chappat (DVG), élu d'opposition, qui poursuit : « Au mois de juillet dernier, il fallait faire face à l'urgence. Ça a d'ailleurs été très bien géré par Habitat et humanisme ». Cette fois, la situation était différente selon lui. « Du côté des deux préfets (Yvelines et Ile-de-France), il n'y a eu aucun travail de recensement de site susceptible d'accueillir ces populations. Nous sommes dans l'urgence et dans l'improvisation la plus totale, c'est lamentable et scandaleux », regrette-t-il. Pour l'élue d'opposition, « il y avait bien d'autres façons de faire que de se dresser dans la rue » pour s'opposer à cette réquisition du gymnase.

Ismaïla Wane (PS) :

L'opposition municipale socialiste dénonce quant à elle une « opération de communication ». « Le sentiment que

nous avons et qui est partagé par de nombreux Maurepasiens est un sentiment de honte concernant la manière dont les choses se sont passées. Cet état d'esprit est inacceptable, juge Ismaïla Wane (PS). Dans de nombreuses villes, même classées à droite, l'arrivée des réfugiés s'est très bien passée. Ce n'est donc pas une question de couleur politique. Il y a des manières de se comporter autrement lorsque l'on porte l'écharpe tricolore d'élue concernant l'accueil des réfugiés. Ismaïla Wane (PS) ose le parallèle avec la fermeture de la piscine de Maurepas, en 2015. « Le maire de Maurepas, pour se justifier, déclare que les services de l'Etat l'ont pris de court et que, de plus, ce gymnase est utilisé par les associations et les écoles. Je veux juste rappeler que la piscine de Maurepas a également été fermée sans concertation, et ce du jour au lendemain, il y a un an et demi ». Il remet également en question l'apparente improvisation de cette

opération : « Le préfet a convoqué les élus à deux reprises pour discuter de la répartition des réfugiés venant de Paris ».

Georges Beliaeff (MoDem) :

« La réaction de certains élus locaux de Maurepas a été, me semble-t-il, disproportionnée, estime Georges Beliaeff, conseiller municipal de Maurepas et vice-président du MoDem 78. L'action de désobéissance civile, qui s'est traduite par le blocage des bus par les élus, s'est soldée par l'installation de 79 personnes dans la salle des fêtes. Cette solution de bon sens aurait certainement pu naître de la discussion avec les autorités plutôt que de l'affrontement » l'élue appelle donc le préfet et les services de l'Etat, en concertation avec les élus locaux, « à cartographier les possibilités d'accueil d'urgence des différentes communes pour permettre une meilleure gestion des situations de crise ».



Les élus, le maire Grégory Garestier en tête, parlementent avec le sous-préfet de Rambouillet.

Manifestation à Versailles le 11 novembre

Le groupe d'opposition municipale Versailles Familles Avenir appelle une nouvelle fois à une manifestation contre le « camp d'immigrés illégaux » à Rocquencourt le vendredi 11 novembre. Le rassemblement est prévu à 15h, place d'Armes à Versailles, et sera suivi d'un mouvement vers la préfecture.

« La manifestation se déroulera pacifiquement et dignement, sans étiquette partisane, précisent les organisateurs. Aucune banderole, pancarte, marque de parti ou de syndicat ni aucun slogan partisan ne sera admis » pour que ce rassemblement soit « celui de tous les citoyens ».

▲ Contact : versaillesfamillesavenir@gmail.com